

# Les mesures de la productivité en Suisse

## Résumé

La publication d'un papier de discussion du KOF (Hartwig 2005) a relancé dans les médias la controverse sur le niveau de la croissance de la productivité. Cette mesure est très dépendante de la statistique utilisée pour la masse<sup>13</sup> de travail. Principalement deux statistiques de base sont à disposition : la statistique de l'emploi (Statem) et l'enquête suisse sur la population active (Espa). Cet article montre que l'utilisation de la Statem préconisée par le KOF pour le calcul de la productivité apparente du travail aboutit à des résultats qui ne sont guère compatibles avec toutes les autres statistiques du marché du travail et que cette particularité peut facilement être expliquée. Seule une statistique basée sur l'Espa en équivalent plein-temps ou sur le volume d'heures de travail donne une image cohérente du marché du travail sur le long terme. C'est l'approche suivie par le seco.

## Introduction

Récemment l'existence d'une faible croissance de la productivité en Suisse a été remise en doute dans la presse, suite à un papier de discussion publié par le KOF (Hartwig 2005). Selon les calculs de cet institut, la croissance de la productivité agrégée durant ces dernières décennies atteindrait au moins 1,5%. Pour arriver à ce résultat le KOF utilise principalement une statistique de l'emploi basée sur une enquête auprès des entreprises. Le seco affirme par contre que le taux structurel de croissance de la productivité ne saurait dépasser de beaucoup 0,9%, car il se fonde surtout sur une statistique de l'emploi basée sur une enquête auprès des ménages qui a ensuite été corrigée des travailleurs non-domiciliés en Suisse (appelée série du seco ci-dessous). Vu qu'il a été directement interpellé par le KOF, le seco juge nécessaire et important de répondre à la thèse du KOF sur le thème de la productivité.

Il est important de noter que quel que soit le chiffre utilisé pour l'évolution de la productivité du travail, il ne saurait remettre en question les lignes directrices de la politique de croissance économique du gouvernement. En effet tabler sur une politique économique visant à favoriser la croissance future de la productivité du travail ne peut guère être dommageable pour l'économie en général, vu que c'est encore aujourd'hui un des piliers principaux de la croissance du bien-être. Par ailleurs la combinaison de la décroissance prévisible et peu contestée de l'offre de travail en raison du vieillissement démographique et de la poursuite de la croissance relativement faible de la productivité (qui sera mise en évidence dans cet article) implique une très faible croissance du revenu national durant une période où les besoins financiers des assurances sociales (surtout AI et assurances-maladie) augmentent. Pour résoudre ce dilemme seules deux solutions sont possibles : soit restructurer l'étendue des prestations sociales, soit s'engager dans un programme de réformes économiques visant à stimuler la productivité par une politique de l'offre. La troisième voie, celle de l'extension de l'offre de travail par l'immigration ou de l'offre indigène n'offre qu'un potentiel limité vu les préférences de la population et les très hauts niveaux de participations atteints. Quant à une politique économique de stimulation de la demande, elle n'aurait pas d'effet à long terme sur la croissance. Cette dernière opinion est partagée aujourd'hui par une très grande majorité des économistes et des gouvernements.

Le présent article est organisé de la manière suivante : Dans une première partie les différentes mesures possibles de la productivité seront présentées et évaluées. Ensuite la cohérence de la mesure de la masse de travail choisie par le seco et par le KOF avec les autres données disponibles sur le marché du travail est analysée. Finalement une conclusion rassemble les éléments les plus importants de l'analyse effectuée.

13 La notion de masse de travail est définie dans cet article comme toutes les statistiques qui rapportent les emplois ou les heures travaillées.

## Les différentes mesures possibles pour la productivité en Suisse

revenu national

La productivité du travail est le rapport entre la valeur ajoutée créée par une activité économique et l'importance de l'input en travail utilisé pour réaliser cette activité. Au niveau agrégé, la productivité du travail est obtenue par la division d'un revenu national comme le PIB avec un indicateur du volume de travail employé par l'économie.

Pour le seco le revenu national adéquat ne saurait être autre chose que le PIB officiel publié par l'OFS, quels que soient les avantages et les inconvénients de cette série. Il existe de nombreuses autres mesures possibles comme le PNB, le PIB corrigé par les termes de l'échange ou un PIB selon la définition américaine. Cependant ces autres mesures soit ne se réfèrent pas à la production sur sol suisse, ce qui est nécessaire pour mesurer la productivité du travail indigène, soit sont des mesures non utilisées de manière standard au niveau européen pour diverses raisons. Quant aux autres problèmes liés à la mesure du PIB (mesures des investissements, déflateurs adéquats, économie au noir, etc.), il revient à l'OFS de juger de l'opportunité de faire les éventuelles corrections. Il faut toutefois rappeler que les possibilités d'adapter le PIB sont très limitées en Europe, où la définition du PIB est définie précisément par Eurostat vu son importance politique. Or le PIB estimé par l'OFS est conforme à ce standard européen. L'expérience montre que même si des adaptations supplémentaires étaient décidées, cela affecterait surtout le niveau du PIB et presque pas son taux d'évolution.

Un problème souvent évoqué lorsque l'évolution du PIB est soumis à l'analyse est celui du traitement du travail atypique. Le PIB est calculé selon trois approches : selon l'approche par la production (somme de la valeur ajoutée, etc.), selon l'utilisation finale (somme de la demande, comme la consommation finale des ménages et de l'Etat, les investissements, les exportations, etc.) et enfin selon les revenus (revenu du travail ou de la fortune, excédent d'exploitation, etc.). Cette dernière approche permet en Suisse uniquement de tester la plausibilité des deux premières. Pour le PIB selon l'approche par la production, la statistique de l'emploi joue un rôle important, sans représenter le seul déterminant de l'estimation finale. l'enquête suisse sur la population active (Espa) y est également utilisée comme un indicateur dans l'appréciation du PIB. On peut du reste observer que la différence entre l'Espa et la Statem est corrélée de manière positive avec la différence (facteur de calage pour le PIB) entre la somme de la valeur ajoutée et la somme de la demande. Ainsi l'Espa est fortement liée à l'estimation finale du PIB, même si elle n'entre pas directement en compte dans l'évaluation de la valeur ajoutée par branche.

offre de travail

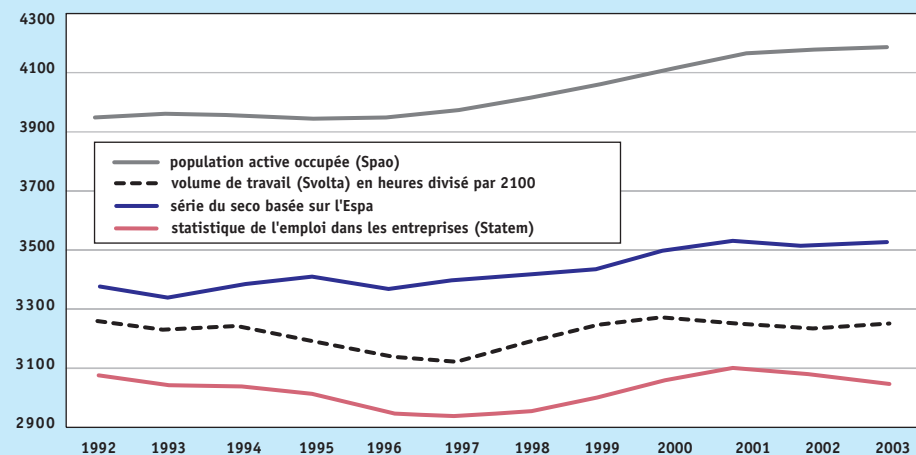
Pour ce qui concerne l'offre de travail quatre statistiques de base sont disponibles à l'OFS :

- Les emplois en équivalent plein-temps selon la statistique de l'emploi (Statem ci-après)
- Les emplois en équivalent plein-temps selon l'Enquête suisse sur la population active (Espa ci-après)
- La statistique du volume de travail en heures de travail (Svolta ci-après)
- La statistique de la population active occupée en nombre de personnes occupées (Spao ci-après)

Les trois premières statistiques ne sont disponibles annuellement que depuis le début des années 90, alors que la Spao est une des plus vieilles statistiques sur le marché du travail suisse qui existe. Elles ont chacune un univers statistique différent et des méthodes de récolte de données qui leurs sont propres. Depuis 1992 ces quatre mesures statistiques représentent les options disponibles pour suivre le marché du travail, mais elles ont connu une dynamique très différente comme le montre le graphique ci-dessous. On a limité l'analyse aux années 1992 à 2003, car il s'agit d'une période pour laquelle un ensemble d'autres statistiques est également disponible.

Evolution des différentes séries sur le marché du travail

en 1000



sources: seco, OFS

qualités principales pour  
le calcul de la productivité

Les qualités principales requises pour introduire dans le calcul de la productivité une statistique témoignant de la masse de travail utilisée par l'économie sont les suivantes :

- Le temps de travail est pris en compte
- Les éventuels déficits de la statistique peuvent être identifiés et le cas échéant corrigés
- Des comparaisons internationales sont possibles

Une mesure de la productivité du travail qui se baserait uniquement sur le nombre d'actifs occupés ne remplirait pas le premier critère, même si les deux autres sont aisément satisfaits. Dans le monde moderne, en Suisse en particulier, le travail à temps partiel s'est fortement développé et il est fort probable que cette tendance se poursuivra. Une augmentation de la population active occupée ne signifie donc pas une augmentation proportionnelle du volume de travail, car l'intensité du temps partiel peut fortement varier simultanément, comme l'ont montré plusieurs pays et la Suisse ces dernières années. Si l'on utilisait une telle statistique on devrait du reste admettre qu'il n'y a pratiquement pas eu de progrès technique en Suisse, ce qui est très peu crédible.

Par conséquent pour satisfaire le premier critère mentionné, seules les mesures en équivalent plein-temps ou en heures de travail peuvent être considérées. Pour cette raison la Spao ne semble pas adéquate pour mesurer l'évolution structurelle de la productivité du travail. Il faut aussi relever que depuis 1991, la Spao se base principalement sur l'Espa, même si les travailleurs non-domiciliés en Suisse y sont également inclus. Auparavant les recensements des entreprises avaient représenté des points d'accrochage pour l'estimation annuelle de la Spao.

La Svolta est aussi une statistique de synthèse essentiellement basée sur l'Espa, mais qui a néanmoins quelques sources de données qui lui sont propres (sur les absences, les heures supplémentaires, etc.). Cependant ces informations supplémentaires disponibles dans la Svolta ne semblent pas jouer de rôle substantiel dans l'évolution de la série du volume de travail.

Statem

Les deux statistiques qui retiennent le plus l'attention sont sans aucun doute la Statem (enquête auprès des entreprises) et l'Espa (enquête auprès des ménages), car ce sont les deux enquêtes de base où on observe une évolution divergente qui ne peut s'expliquer sans une analyse plus approfondie. Il est donc nécessaire de comprendre les différentes approches méthodologiques qui ont créé l'écart constaté.

La Statem qui recense le nombre de postes occupés dans les établissements a les caractéristiques suivantes :

- Elle ne comprend pas le secteur agricole et les services domestiques.
- Un établissement est défini comme une entité économique dans laquelle on travaille au moins 20 heures par semaine, les emplois étant dénombrés à partir de 6 heures par semaine.
- Les établissements interrogés proviennent du registre des entreprises de l'OFS. Le concept d'établissement est utilisé. L'échantillon est actuellement de 66 000 unités. La série finale est ensuite calibrée sur le recensement des entreprises.
- Elle est basée sur une enquête postale complétée par une enquête électronique (e-survey). Le taux de réponse est d'environ 85%.
- Elle se base sur le concept des établissements domiciliés en Suisse. Donc les travailleurs non-domiciliés sont en principe également inclus.
- L'enquête est trimestrielle. Les chiffres annuels sont représentés par la moyenne des quatre trimestres.
- Les équivalents plein-temps sont calculés à partir de paramètres donnés par l'Espa.

Espa

L'Espa recense par contre le nombre de personnes actives occupées et a les caractéristiques suivantes :

- Elle inclut tous les secteurs.
- Une personne est considérée comme active occupée à partir de 1 heure par semaine.
- Les ménages interrogés sont sélectionnés à partir de l'annuaire téléphonique. L'échantillon est actuellement d'environ 40 000 personnes. L'Espa est calibrée sur le niveau de la population résidente permanente de 15 ans et plus en utilisant les recensements de la population et la statistique de l'état annuel de la population (ESPOP).
- Elle est basée sur une enquête téléphonique. Le taux de réponse est d'environ 70% pour la première vague et de 85% pour les personnes ayant déjà participé une première fois à l'enquête (panel sur 5 ans). Les enquêteurs s'assurent de la précision des réponses et de la bonne compréhension des questions.
- Elle est limitée à la population résidente permanente. Les actifs occupés non domiciliés de manière permanente en Suisse ne sont ainsi pas compris dans l'enquête.
- L'enquête annuelle se déroule durant chaque deuxième trimestre de l'année.

Le problème principal de l'Espa réside dans le fait qu'elle ne contient pas les employés non-résidents (frontaliers, saisonniers, etc.). Or compléter l'Espa pour tenir compte de cette dimension de la masse de travail est relativement aisé. Le seco a procédé à une telle correction avec l'OFS. La dynamique de la série dite du seco est amoindrie suite à cette correction par rapport à la série originale de l'Espa<sup>14</sup>. Pour transformer en équivalent plein-temps le travail non-domicilié, des paramètres issus de l'Espa ont été utilisés en accord avec les standards courants pour ce genre de correction. Une analyse de sensibilité a démontré que les hypothèses utilisées lors de ce dernier calcul étaient sans importance pour la détermination de la croissance de la série.

En tenant compte de plusieurs critères et notamment des 3 critères mentionnés plus haut, l'Espa corrigée des emplois non-domiciliés est plus attractive que la Statem comme mesure pour une masse de travail la plus adaptée au calcul de la productivité. En effet tous les secteurs, toutes les formes d'entreprises, des taux de conversion en équi-

<sup>14</sup> La disparition des saisonniers n'avait en effet pas été complètement compensée jusqu'en 2001 par la croissance des autres étrangers non permanents.

valent plein-temps provenant de la même source statistique et un plus large spectre d'heures de travail y sont inclus ou pris en compte.

Le choix de l'Espa par le seco, comme mesure de la masse de travail dans le calcul de la productivité, implique une croissance moyenne annuelle de celle-ci d'environ 0,9% sur la période 1980–2000 (en 1980 sur la base du recensement de la population). Ce chiffre de 0,9% n'est que peu dépendant du choix de l'échantillon des années considérées dans le calcul. Il est donc robuste. Ainsi une estimation sur la base des années 90 uniquement n'aurait pas abouti à une valeur très différente. Il aurait aussi été possible sans changer considérablement l'estimation du taux de croissance annuel moyen de la productivité de tenir compte de l'ensemble de la période 1973–2003. L'analyse du seco ne se limite donc pas aux années 90, alors que le chiffre de 1,5% (ou davantage) du KOF ne se justifie que sur cette décennie.

L'argument selon lequel l'Espa serait moins sûre statistiquement parlant que la Statem en raison de la qualité de l'enquête n'a pas de fondement scientifique. Chaque méthode d'enquête a ses avantages et ses inconvénients. Ainsi tout expert peut parfaitement remettre en doute la qualité de l'une ou de l'autre statistique sans prouver la supériorité de l'une ou de l'autre. Une approche scientifique visant à critiquer une statistique (Espa ou Statem) ne saurait être menée de manière objective sans aborder simultanément les faiblesses de l'autre statistique. D'éventuels problèmes liés à l'échantillon de l'Espa ne sont pas confirmés par l'évolution de la population active occupée entre 1990 et 2000 calculée sur la base des recensements de la population (qui sont censés être exhaustifs). Cette évolution est très similaire à celle livrée par l'Espa.

Il n'est pas non plus opportun de critiquer la Statem. Cette dernière statistique a des avantages irremplaçables pour l'étude de la conjoncture (relevé trimestriel) et pour les études sectorielles (imprécision de la répartition sectorielle dans l'Espa qui est bien meilleure dans la Statem). Cependant ces deux aspects ne sont que secondaires lorsqu'il s'agit d'effectuer une mesure structurelle de la productivité du travail en vue d'en dégager sa croissance structurelle sur le moyen et le long terme.

Vu l'importance des imprécisions et des problèmes de définition statistiques mis en évidence dans la section précédente, il est nécessaire de confronter les mesure de la masse de travail retenues avec d'autres informations du marché du travail, afin d'en tester la cohérence et la plausibilité d'une manière générale.

Les statistiques du marché du travail sont nombreuses et diffèrent en grande partie en raison des sources et des méthodes de relevés différentes utilisées. Il est important de vérifier qu'elles donnent ensemble une image cohérente du marché du travail, c'est-à-dire qu'elles se confirment mutuellement selon différentes analyses. Cela permet d'éviter de tomber dans des biais méthodologiques ou liés aux données de base provenant d'une seule statistique.

La masse de travail est en particulier évaluée selon une cascade de statistiques qui vont de la population en âge de travailler jusqu'au volume d'heures de travail. Nous ne reprendrons ici que les statistiques à disposition du grand public et nous retenons deux années, à savoir 1992 et 2003, qui représentent la période la plus longue pour laquelle l'ensemble des statistiques retenues sont à disposition. Durant ces 11 années on observe globalement les tendances suivantes (représentées sous forme de croissance annuelles moyennes).

### La cohérence de la mesure avec les autres données sur le marché du travail

**Tableau 1 :**

Différentes séries reliées au volume de travail (en millions de personnes ou d'heures pour la Svolta)

Série	1992	2003	Croissance annuelle en %
<b>1 Population au 1<sup>er</sup> janvier (Espop)</b>	6843	7314	0.61
<b>2 Population en âge de travailler au 1<sup>er</sup> janvier (Espop)</b>	4671	4950	0.53
<b>3 Offre de travail (Spao)</b>	4100	4346	0.52
<b>4 Actifs occupés (Spao)</b>	4015	4167	0.34
<b>5 Cotisants ABS selon l'OFAS</b>	3825	4031	0.48
<b>6 Série du seco (EPT Espa + non domiciliés)</b>	3381	3531	0.39
<b>7 Volume effectif du travail (Svolta)</b>	6856	6830	-0.03
<b>8 EPT (Statem)</b>	3203	3076	-0.31

Sources: OFS, OFAS, seco

différences entre les statistiques peuvent être assez facilement expliquées ...

Les différences entre les statistiques peuvent être assez facilement expliquées. Ainsi l'augmentation plus faible de la population en âge de travailler par rapport à la population totale (lignes 1 et 2) est confirmé par les recensements de la population en 1990 et 2000 dans la même mesure. La différence des valeurs des lignes 2 et 3 du tableau précédent pourrait servir à détecter les changements dans le taux de participation. Vu cependant que le taux de croissance est pratiquement le même, aucune baisse structurelle du taux de participation au marché du travail ne peut en être déduit. Cela est confirmé par le recensement de la population où même une hausse du taux de participation est constatée entre 1990 et 2000. La demande de travail a, par contre, cru plus lentement que l'offre de travail comme le montrent les taux de croissance différents des ligne 3 et 4. Cela se traduit par une augmentation du chômage en grande partie de nature conjoncturelle en raison du choix des années de référence. Cette augmentation du chômage est confirmée par les statistiques du chômage officiel du seco dans une proportion correspondante (de 2,5% à 3,7%). L'évolution des équivalent plein-temps selon la série du seco basée sur l'Espa est équivalente à celle de l'augmentation de la population active (valeurs mentionnées dans les lignes 4 et 6). Etant donné que le recensement de la population met en évidence que les emplois à temps partiels représenterait plus de 25% des emplois en 2000 au lieu de 19% en 1990, la série du seco ne reflète pas de manière correspondante ce développement important du marché du travail. Trois facteurs principaux expliquent ce décalage. Premièrement la conjoncture influence également la fréquence du travail à temps partiel. Ensuite un développement des doubles emplois est constaté dans la période retenue (par exemple un travail à mi-temps comme employé qui est complété par une activité professionnelle en tant qu'indépendant). Finalement ce sont surtout les temps partiels proches des emplois à plein-temps (80–90%) qui se seraient développés. Relevons que la forte extension du marché du travail est confirmée par la statistique des cotisants à l'AVS (ligne 5). Cette série ne devrait pas



... sauf pour la Statem

être beaucoup affectée par les doubles-emploi (à cause du numéro AVS unique), mais il est fort probable qu'elle incorpore le travail atypique (contrôle effectués dans les entreprises), voire le travail au noir (intérêt de cotiser sans nécessité de déclaration fiscale). On peut expliquer la différence entre les EPT du seco et la série sur le volume du travail (ligne 6 et 7) par une diminution des heures de travail normales (de 42,0 heures à 41,57 heures entre 1992 et 2003), par une augmentation des vacances et par une évolution structurelle en faveur de secteurs ayant relativement moins d'heures de travail par semaine. Par contre l'évolution des absences et les heures supplémentaires ne semblent pas avoir joué de rôle important.

Une ligne du tableau ne peut être expliquée : il s'agit de la baisse considérable des emplois en équivalents plein-temps dégagées par la Statem. Il n'est pas possible de réconcilier cette valeur avec les faits (presque tous confirmés par d'autres sources que l'Espa) que la population en âge de travailler a augmenté, que le taux de participation est stable, que le taux de chômage structurel (une fois tenue en compte la conjoncture) est relativement stable, que le taux de conversion en équivalent plein-temps n'a guère baissé et enfin que les heures de travail ont baissé.

L'explication de la dynamique particulière de la Statem provient du développement des formes de travail atypique. Les employés engagés sous cette forme (par exemple avec des mandats externes et fort probablement de l'out-sourcing) ne sont souvent pas reconnus comme des employés par l'entreprise, alors qu'ils ne se considèrent pas eux-mêmes comme une entreprise et s'excluent donc de l'échantillon de la Statem. Une partie de ce travail atypique échapperait ainsi à la Statem. Par contre grâce au sondage téléphonique l'Espa ne souffre que peu de ces problèmes et semble parvenir à une estimation du travail atypique. On ne parvient à réconcilier l'Espa avec la Statem que si on explique leur différence par le développement des emplois atypiques. Les autres voies d'explication possibles (secteurs non compris dans la Statem, 1 h dans l'Espa au lieu de 6 h dans la Statem, micro-entreprises, enquête annuelle versus trimestrielle, etc.) ne donnent pas des résultats suffisamment significatifs pour expliquer cette différence. Nous n'avons donc pas de difficulté à mettre en évidence les particularités de la Statem et son caractère particulier.

Utiliser la Statem comme série de base pour le calcul de la croissance à long-terme de la productivité reviendrait à admettre que toutes les nombreuses autres statistiques du marché du travail livrent des informations erronées, ce qui est peu défendable. Cela ne remet pas en cause la valeur de la Statem qui reste irremplaçable pour l'analyse conjoncturelle et l'analyse sectorielle.

Si la croissance de la productivité est telle que l'affirme l'étude du KOF, celle-ci devrait être visible également, et dans le même ordre de grandeur, dans la valeur du travail et les salaires en particulier. L'évolution parallèle de la productivité et des salaires est bien connue. Elle est justifiée par la théorie économique et démontrée depuis des dizaines d'années dans de nombreux pays dont également la Suisse. A nouveau plusieurs statistiques sont disponibles, avec une variété de sources et de méthodes d'évaluation. Pour la même période que précédemment, soit pour les années 1992–2003, nous mettons en évidence le PIB, la masse salariale selon les comptes nationaux et selon l'AVS, et la série sur les salaires en valeur nominale et réelle dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 2 :**  
Diverses statistiques sur la valeur du travail

Série	1992	2003*	Croissance annuelle nominale en %	Croissance annuelle réelle en %
<b>1 PIB nominal</b> (en mio de Frs par an)	350 807	433 366	1.9	1.1
<b>2 Masse salariale CN</b> (en mio de Frs par an)	218 180	273 986	2.3	1.3
<b>3 Masse salariale AVS</b> (en mio de Frs par an)	216 716	270 250	2.0	1.0
<b>4 Salaire nominle</b> (indice 100 = 1939)	1788	2076	1.4	0.3

Sources: OFS, OFAS

\* sauf 2002 pour la masse salariale CN. Dans la dernière colonne le PIB est déflaté avec le déflateur implicite chaîné du PIB, les masses salariales et l'indice des salaires sont déflatés avec l'indice suisse des prix à la consommation.

On observe, à partir des résultats mentionnés dans le tableau précédent, que le PIB et les masses salariales évoluent dans le même ordre de grandeur (la part du revenu du travail dans le PIB pourrait avoir une légère tendance à augmenter, ce qui est normal dans une société de services). L'indice des salaires réels (à structure d'emploi constante en équivalents plein-temps mensuel) augmente de manière bien moins marquée (+0,3% par an). Les données de l'enquête sur la structure des salaires indiquent que la prise en compte de l'évolution de la structure de l'emploi (tertiarisation de l'économie, emplois de plus en plus qualifiés, etc.) dans l'évolution des salaires conduirait à une progression légèrement plus marquée que celle livrée par l'indice des salaires, mais toujours nettement inférieure à 1,0%<sup>15</sup>. La différence entre la progression de la masse salariale réelle (entre 1,0% et 1,3% par an selon la source retenue) et la progression des salaires réels ne peut par conséquent s'expliquer que par une progression du volume de travail, ce qui a été mis en évidence précédemment à l'aide des recensements, de l'Espop, de la Spao et de l'Espa. Un taux de croissance de 1,5% de la productivité n'est pas compatible avec la progression de l'indice des salaires ou de la masse salariale une fois pris en compte le wage shift. Cela n'aurait pas été le cas que si l'on avait constaté une augmentation substantielle de la part des profits dans le PIB et une baisse de la part des salaires. Or, c'est même le contraire qu'on observe dans les comptes nationaux tant en ce qui concerne la part des salaires dans le PIB que celle des revenus des entreprises par rapport au PIB qui a fortement baissé durant les années 90.

Un autre argument est qu'avec la faible croissance du PIB (1,1%), une croissance de la productivité de 1,5% ou davantage aurait entraîné une baisse substantielle de la demande de travail. Comme on a plutôt constaté une hausse de l'offre de travail (y compris en équivalents plein-temps selon la série du seco), il en serait résulté une hausse substantielle du taux de chômage, un affaiblissement du taux de participation ou une baisse du taux de conversion en équivalent plein-temps à cause du développement du temps partiel. Or aucune évidence ne confirme un tel changement fondamental selon le seco.

A y regarder de plus près, on peut donc affirmer, en cherchant à confronter nos résultats à l'image générale qui se dégage des statistiques du marché du travail que même le chiffre du seco de 0,9% pour la croissance moyenne de la productivité est relativement prudent, voire optimiste, et qu'il semble peu raisonnable d'admettre un chiffre beaucoup plus élevé si on utilise comme point de départ pour la masse de travail

15 Une estimation directe du «wage shift» (augmentation des salaires grâce à une ré-allocation du travail selon le sexe, les branches, les qualifications et les régions, mais pas par augmentation des salaires eux-mêmes) pour la période 1996-2002 a confirmé précisément l'approche du seco. Une recherche plus approfondie de ce thème est cependant nécessaire vu la courte période considérée, que l'analyse a dû se limiter aux salariés des entreprises (soit seulement un peu plus de 2 millions d'emplois) et que la masse salariale contient aussi les bonus et autres paiements en dehors des salaires ordinaires.



les emplois en équivalents plein-temps. D'autres instituts ou organisations internationales (la BAK et la BNS par ex., mais également l'OCDE ou le FMI) arrivent à des chiffres compatibles avec ce 0,9% estimé par le seco (une fois corrigés les périodes de références et l'utilisation du volume de travail au lieu des équivalents plein-temps).

## Conclusion

Il est clair qu'il existe toujours des problèmes statistiques, mais en choisissant les données statistiques les plus en porte-à-faux par rapport à l'ensemble des autres statistiques, on finit par induire le lecteur non attentif aux problèmes de définition et de méthodologie en erreur. En cas de doute par rapport à la qualité d'une statistique il nous semble important de regarder l'ensemble des statistiques disponibles pour en évaluer la vraisemblance dans une vision d'ensemble des évolutions présentes sur le marché du travail. Lorsqu'un tel exercice est effectué pour le marché du travail des années 90 (1992–2003 plus précisément), il semble difficile d'admettre une croissance annuelle moyenne de la productivité du travail supérieur à 0,9% en Suisse.

Pour estimer la croissance structurelle de la productivité apparente du travail en Suisse il est fortement recommandé soit d'utiliser une série statistique basée sur les équivalents plein-temps de l'Espa, soit sur le volume de travail en heures. Par contre admettre pour ce genre de calcul les emplois en équivalents plein-temps de la Statem revient à remettre en cause l'ensemble des statistiques disponibles du marché du travail (le recensement de la population, l'Espop, la Spao, l'Espa, la Svolta, la statistique du chômage, le PIB, les masses salariales, l'indice des salaires réels, etc.) qui servent de base à tous les indicateurs du marché du travail (taux de participation, taux de chômage, évolution des revenus et des salaires, heures normales et effectives de travail, développement du temps partiel, des double emplois et du travail atypique). Le caractère exceptionnel de la Statem est à rechercher dans le fort développement du travail atypique en Suisse durant les années 90 qui n'est pris en compte que partiellement dans les sondages auprès des entreprises. Cela n'enlève rien à la valeur irremplaçable de la Statem pour l'analyse conjoncturelle et sectorielle.

## Bibliographie

J. Hartwig, «Messprobleme bei der Ermittlung des Wachstums der Arbeitsproduktivität – dargestellt anhand eines Vergleichs der Schweiz mit den USA», KOF, Working paper Nr. 100, Mars 2005, révisé en Mai 2005, Zürich. [http://www.kof.ethz.ch/pdf/wp\\_100.pdf](http://www.kof.ethz.ch/pdf/wp_100.pdf)

## Impressum

ISSN 1661-349X

Les «Tendances conjoncturelles» paraissent 4 fois par an, en supplément à la «Vie économique» des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

### seco

Secrétariat d'Etat à l'économie  
Direction de la politique économique  
Effingerstrasse 1  
3003 Berne

tél. 031 322 42 27, fax 031 323 50 01

Internet : <http://www.seco.admin.ch> → Analyses et chiffres  
→ Développement et prévisions économiques → Tendances conjoncturelles